#1 2017

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Focus

où l'eau crée des ponts

Page 12



Actualités
Du nouveau à la CEB
Page 04

Zoom sur...
Les défis, les opportunités et les réussites dans la Chypre d'aujourd'hui
Pages 10-15



L'entretien
Athina Papadopoulou, architecte de Nicosie
Page 14

Cher lecteur,



Les projets sociaux financés par la CEB ont ceci en commun qu'ils améliorent les conditions de vie des populations, tout en couvrant un large éventail de secteurs. L'éducation, les infrastructures publiques et la protection de l'environnement font partie des domaines dans lesquels la Banque est particulièrement active, comme le montrent les projets phares menés par la CEB à Chypre, qui figurent dans ce numéro de CEB Info.

Membre de la Banque depuis 1962, Chypre recueille aujourd'hui les résultats concrets des financements accordés par la CEB dans des domaines vitaux tels que l'éducation supérieure, la gestion des eaux usées et d'autres projets municipaux et d'infrastructure publique.

Du reste, la Banque intervient dans des pays de toute taille, qu'ils soient plus avancés sur le plan économique ou en voie de développement. Son principal objectif, je le réitère, est d'améliorer les conditions de vie des populations, en particulier des franges les plus vulnérables d'entre elles, à travers l'Europe.

Avec € 3,5 milliards approuvés au titre de 35 projets sociaux sur l'ensemble du continent, la CEB a affiché des résultats remarquables l'année dernière. 2017, quant à elle, démarre sur les chapeaux de roue avec € 1,5 milliard pour 17 projets, sans oublier les nombreux autres en cours de préparation. Dans le cadre de notre nouveau Plan de développement 2017-2019, nous n'épargnerons aucun effort pour soutenir les politiques sociales de nos pays membres.

Nos principaux domaines d'intervention comprennent notamment la création et le maintien d'emplois, le développement des infrastructures publiques et le logement social. L'aide aux migrants et aux réfugiés, notamment à travers l'apport de financements dans les domaines précités, reste une priorité permanente de la Banque et constitue un aspect essentiel de son mandat social. Notre Fonds pour les migrants et les réfugiés, instrument spécifique qui repose sur l'octroi de dons, continue d'apporter un soutien à court terme à certains des pays les plus touchés par l'arrivée massive de migrants et de réfugiés.

Alors que nous nous préparons pour notre Réunion commune annuelle, dont Chypre sera le pays hôte au mois de juin, nous espérons obtenir d'excellents résultats au deuxième semestre 2017, dans le sillage de notre activité depuis le début de l'année.

Rolf Wenzel,
Gouverneur, CEB



info Info est un magazine de la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB
Rédacteur en chef: Jelica Vesic
Email: Jelica.VESIC@coebank.org
Conseiller: Jérôme Halb
Comité de rédaction: Milan Bastovanovic; Letizia Bertrand; Matthias Bauer; Monica Brezzi; Katherine Delikoura; Tony Fernandez Aria; Bojana Gajic; Rachel Meghir; Jacques Mirante Pere; Lana Paukovic; Alexandra Pulsmeyer; Sylvie Vialle; Arnaud Violette

e-mail: info@coebank.org

Blackwood
Auteur: Sally Motson
Directeur artistique: Andy Ritchie

Crédits photos: Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0) 47 55 55 00
Fax: +33 (0) 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

Actualités

Toute l'actualité de la CEB, des derniers prêts aux résultats financiers

Page 04

Prêts de la CEB

La CEB a récemment approuvé des prêts à dix pays membres allant de € 50 millions à € 200 millions

Page 06

Passation de marchés

La version révisée de la MAPS aidera les gouvernements à assurer la durabilité de la passation des marchés

Page 08



15



12

Zoom sur…

La République de Chypre, où la CEB finance des projets d'éducation et de réhabilitation des infrastructures

Page 10

Eaux usées

Examen des multiples retombées d'un projet de gestion de l'eau à Chypre

Page 12

L'entretien

Info rencontre Athina Papaloupoulou, responsable de la réhabilitation de Nicosie

Page 14



04

Université de Chypre

Les répercussions à long terme du nouveau prêt de la CEB pour la population chypriote

Page 15



10

Événements et publications

Événements prévus ce printemps et dernières publications de la CEB

Page 16

EN SAVOIR PLUS EN LIGNE **www.coebank.org**

RÉSULTATS EN 2016

En 2016, la CEB a réalisé, voire dépassé, les objectifs d'activité fixés dans son Plan de développement 2014-2016. Tout en maintenant une performance financière solide, la CEB a pu poursuivre son mandat social en Europe.

Le résultat net atteint € 104,9 millions, une baisse de 17,4% par rapport à 2015, principalement due à l'impact négatif de la valorisation des instruments financiers dérivés et à une rentabilité plus faible du portefeuille d'actifs financiers long terme à taux fixe dans le contexte d'un environnement de taux d'intérêts bas. Toutefois, hors effets de volatilité IFRS, sans impact économique ou financier sur la CEB, les revenus nets de base (core earnings) s'élèvent à € 111 millions, soit une baisse de seulement 6,2% par rapport à 2015.

Les objectifs d'activité de la CEB ont atteint des niveaux record. 35 nouveaux projets ont été approuvés en 2016 pour un montant total de € 3,5 milliards, une augmentation considérable de 50% par rapport à 2015 (€ 2,3 milliards pour 22 projets). Le stock de projets a connu une croissance significative avec € 5,6 milliards ou 19,7% en 2016 (2015 : € 4,7 milliards). Les prêts décaissés s'élèvent à € 2,0 milliards en 2016 ou +10,5% comparé à € 1,8 milliard en 2015. L'encours des prêts de € 13,7 milliards est en hausse de 4,9% comparé à € 13,1 milliards en 2015.

La CEB prévoit de maintenir cet excellent niveau de performance en 2017 , comme indiqué dans les objectifs du nouveau plan de développement 2017-2019.

VISITE DU VICE-GOUVERNEUR À L'OIM

Le 16 mars, Rosa María Sánchez-Yebra Alonso, Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social de la CEB, s'est rendue à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Athènes et a visité plusieurs centres d'accueil qui bénéficient du soutien de la CEB. En décembre 2015, la CEB a accordé un don de € 925 000 à l'OIM afin d'améliorer les conditions de vie des réfugiés et des migrants suite aux arrivées massives en Grèce.

Ne manquez pas notre entretien avec Rosa María Sánchez-Yebra Alonso dans le prochain numéro d'INFO.

LA CEB LANCE UNE NOUVELLE ÉTUDE

La La CEB a publié le 23 mars sa dernière étude économique, intitulée *"Investing in Public Infrastructure in Europe. A local economy perspective"* (en anglais uniquement).

Accès au logement en Bosnie-Herzégovine grâce au RHP

Lors d'une cérémonie organisée le 10 février à Derventa, en Bosnie-Herzégovine, 24 familles bénéficiaires du Programme régional de logement (RHP) géré par la CEB ont pris possession de leur logement. Les bénéficiaires sélectionnés, rapatriés de Croatie, pourront ainsi s'installer dans les habitations qu'ils occupaient avant la guerre et qui ont été reconstruites.

http://www.coebank.org/en/news-and-publications/news



La CEB consent un prêt de € 80 millions au Portugal pour la rénovation urbaine

Le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a signé le 2 mars à Lisbonne un contrat de prêt de € 80 millions afin de financer des projets de rénovation urbaine et de protection de l'environnement au Portugal.

Le Gouvernement a fixé les objectifs de rénovation urbaine et d'efficacité énergétique dans ses programmes opérationnels pour la période 2014-2020. Le prêt de la CEB, conçu sous la forme d'une Facilité de cofinancement européenne (FCE), contribuera à cofinancer des investissements éligibles, avec les Fonds structurels et d'investissements européens, la BEI et des banques commerciales.

Les prêts accordés dans le cadre de la Facilité de cofinancement européenne gérée par la CEB facilitent une meilleure absorption des fonds de l'UE dans ses pays membres, en aidant les États, les régions et les municipalités à répondre aux besoins en investissement social, à promouvoir le développement économique et à réduire les inégalités régionales. Le programme de rénovation urbaine au Portugal a pour objectif de créer des emplois et d'attirer une population plus jeune dans les centres urbains en déclin, ainsi que de lutter contre la pauvreté et l'exclusion dont souffrent les banlieues défavorisées.





Le PNUD et la CEB prolongent leur coopération

Le PNUD et la CEB soutiennent les objectifs de développement en Europe

Le 6 février, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la CEB sont convenus de prolonger leur coopération pour cinq ans afin de renforcer leur appui à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en Europe du Sud-Est, en Turquie, en République de Moldova et en Géorgie.

Cet accord, signé par le Vice-Gouverneur de la CEB, Carlo Monticelli, et la Directrice du Bureau régional du PNUD pour l'Europe et la CEI, Cihan Sultanoğlu, contribuera à lutter contre le changement climatique et à promouvoir l'efficacité énergétique, à répondre aux défis tels que la crise migratoire et des réfugiés, et à favoriser un développement social et économique inclusif dans la région.

Le Gouverneur se rend dans les pays baltes et en Finlande

Fin mars, le Gouverneur de la CEB, M. Rolf Wenzel, s'est rendu dans les trois pays baltes, successivement en Estonie, en Lituanie et en Lettonie, ainsi qu'en Finlande.

Au cours de ses visites officielles, le Gouverneur Wenzel a rencontré des membres du Gouvernement et des représentants d'institutions financières pour discuter de la situation économique en Europe ainsi que du soutien en cours de la CEB dans la région.

La Finlande et les pays baltes sont devenus membres de la CEB dans les années 1990 et ont bénéficié de prêts de la Banque.

PAGE 15 NOTRE TRAVAIL AVEC L'UNIVERSITÉ DE CHYPRE

Nouvelle émission globale de référence pour un montant de USD 1 milliard

Le jeudi 19 janvier 2017, la CEB a lancé avec succès une émission globale de référence (*benchmark*) à trois ans , enregistrée auprès de la SEC, pour un montant de USD 1 milliard.

Profitant d'une nouvelle fenêtre d'émission propice, la CEB a annoncé le mandat à 14 heures, heure de Londres, le mercredi 18 janvier 2017, avec un prix initialement estimé autour de +15 points de base au-dessus du taux mid-swap.

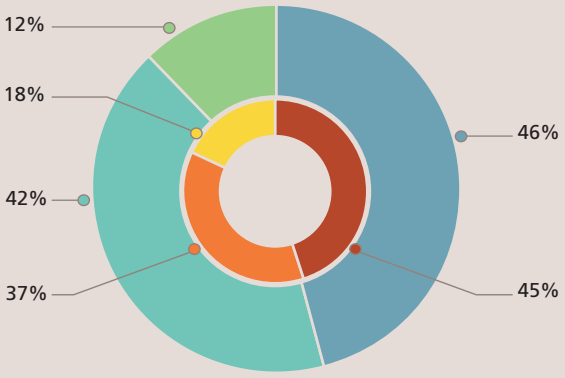
À Londres, l'opération avait suscité un intérêt croissant de la part d'investisseurs type trésorerie de banques européennes au cours de l'après-midi. S'en sont ensuivis, le lendemain, des ordres de grande qualité provenant de banques centrales, entraînant des manifestations d'intérêt dépassant les USD 1,2 milliard lorsque les carnets d'ordres ont ouvert juste après 8 heures, heure de Londres, le jeudi 19 janvier.

Le prix estimé s'est ensuite resserré de 1 point de base, à +14 points de base au-dessus du taux mid-swap. Le carnet d'ordres a continué à croître, pour dépasser les 1,65 milliard au bout de deux heures. La qualité du carnet d'ordres a permis au spread d'être fixé à 13 points de base au-dessus du taux mid-swap.

Le carnet d'ordres a finalement dépassé les USD 1,9 milliard en début de journée à New York, depuis plus de 50 comptes. Le prix de cette émission a été fixé juste après 15 heures, heure de Londres, avec un coupon semestriel de 1,875 % et un prix réoffert de 99,930 %, ce qui représente un rendement de 1,899 %.

Cette émission donne le coup d'envoi du plan de financement 2017 de la CEB et illustre la demande constante en faveur de la CEB de la part d'investisseurs de toutes les régions.

Participation des investisseurs



par zone géographique :

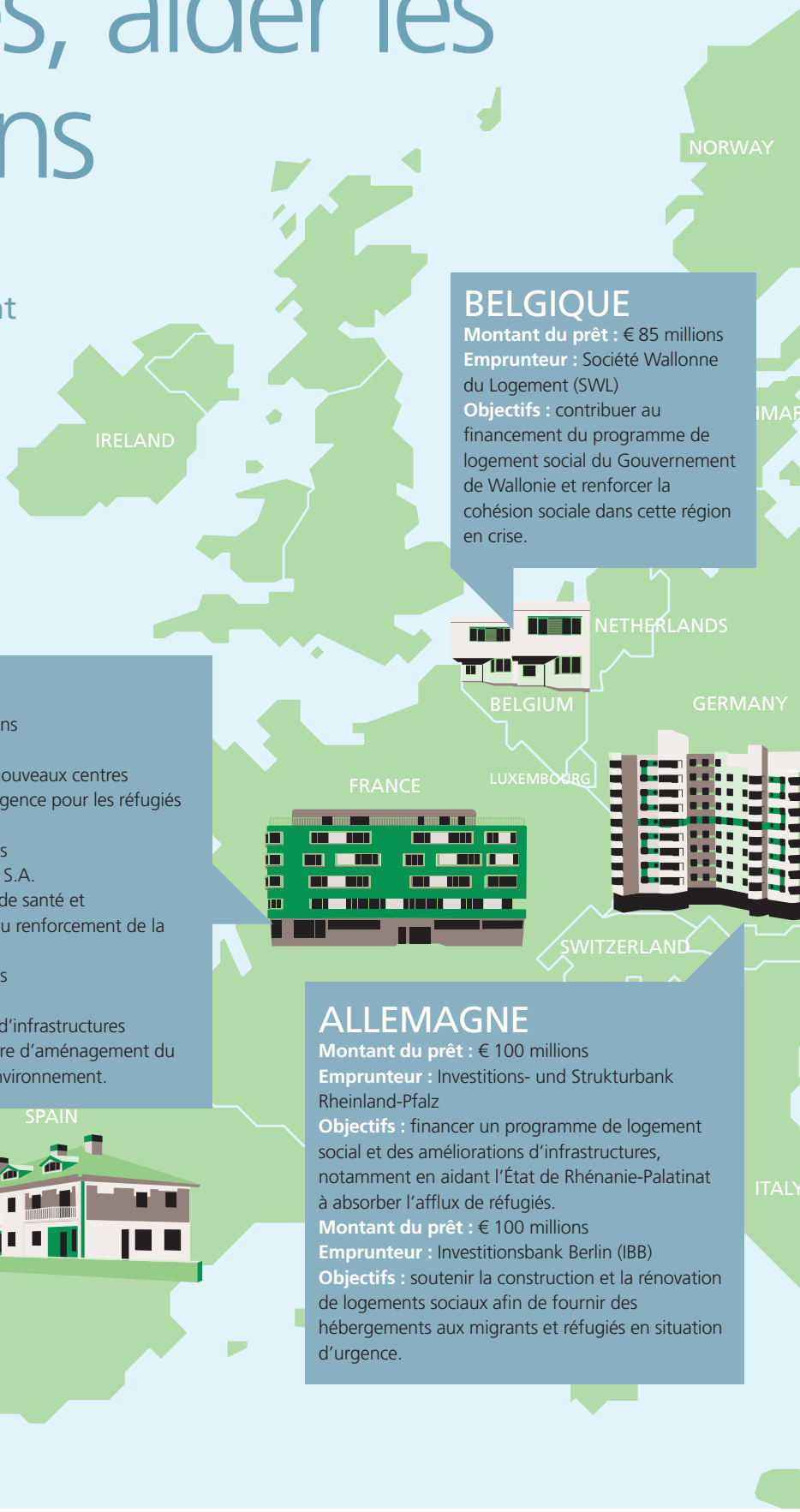
- Europe, Moyen-Orient et Afrique
- Amériques
- Asie

par type d'investisseur :

- Banques centrales et institutions officielles
- Banques
- Gestionnaires de fonds

Renforcer les petites entreprises, aider les populations

La CEB a récemment approuvé une série de prêts d'un montant unitaire de 50 à 200 millions d'euros. Le total des prêts approuvés depuis le début de l'année avoisine 1,5 milliard d'euros.



BELGIQUE

Montant du prêt : € 85 millions
Emprunteur : Société Wallonne du Logement (SWL)
Objectifs : contribuer au financement du programme de logement social du Gouvernement de Wallonie et renforcer la cohésion sociale dans cette région en crise.

FRANCE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Hémisphère SCI
Objectifs : aider à financer de nouveaux centres d'accueil et d'hébergement d'urgence pour les réfugiés et les demandeurs d'asile.
Montant du prêt : € 80 millions
Emprunteur : Société Générale S.A.
Objectifs : financer des projets de santé et d'éducation afin de contribuer au renforcement de la cohésion sociale.
Montant du prêt : € 75 millions
Emprunteur : Crédit Agricole
Objectifs : financer des projets d'infrastructures publiques, notamment en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement.

ESPAGNE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Nuevo Micro Bank S.A.U.
Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Banco Santander
Objectifs : ces prêts aideront à financer le secteur important des MPME afin de promouvoir la création d'emplois et le développement économique durable.

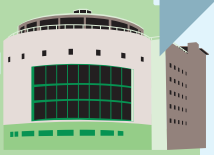
ALLEMAGNE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Investitions- und Strukturbank Rheinland-Pfalz
Objectifs : financer un programme de logement social et des améliorations d'infrastructures, notamment en aidant l'État de Rhénanie-Palatinat à absorber l'afflux de réfugiés.
Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Investitionsbank Berlin (IBB)
Objectifs : soutenir la construction et la rénovation de logements sociaux afin de fournir des hébergements aux migrants et réfugiés en situation d'urgence.

Beaucoup de prêts vont financer les MPME, qui sont essentielles au développement économique durable

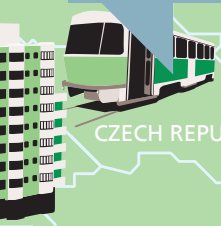
SUÈDE

Montant du prêt : € 200 millions
Emprunteur : municipalité de Göteborg (deuxième ville de Suède)
Objectifs : financer un grand projet de construction et de rénovation des écoles de la ville afin de contribuer à répondre aux besoins démographiques et à accroître la capacité d'accueil des migrants.



RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Československá obchodná banka, a.s.
Objectifs : ces fonds financeront des projets visant à moderniser les infrastructures publiques et à investir dans les petites entreprises afin de promouvoir la création d'emplois et l'entreprenariat.
Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : SG Equipment Finance Czech Republic
Objectifs : financer les MPME et investir dans le transport public, le traitement des eaux et la gestion des déchets.



POLOGNE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Société Générale Equipment Leasing Polska S.A.
Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Bank Ochrony Srodowiska
Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : BZ WBK Leasing
Objectifs : ces prêts aideront à financer les MPME, à promouvoir la création d'emplois, à appuyer le développement économique durable et à améliorer les conditions de vie.



RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

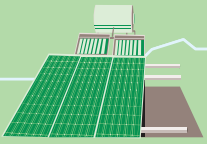
Montant du prêt : € 12 millions
Emprunteur : Trnava (région autonome apportant environ 11% du PIB national)
Objectifs : promouvoir la croissance inclusive et améliorer les conditions de vie de la population de la région.



SLOVÉNIE

Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Slovene Export and Development Bank
Objectifs : moderniser les infrastructures locales, investir dans l'efficacité énergétique, améliorer les conditions de vie et protéger l'environnement.





BULGARIE

Montant du prêt : € 20 millions
Emprunteur : Raiffeisen Leasing Bulgaria
Objectifs : la Bulgarie a été gravement touchée par la crise économique et ces fonds favoriseront l'accès au financement pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) afin de soutenir la création d'emplois.

Un outil qui fait toute la différence

Une nouvelle version de l'outil éprouvé MAPS (Méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés) sera lancée cette année pour renforcer la durabilité et la transparence des systèmes de passation des marchés.

Les marchés publics constituent un élément essentiel de la prestation de services publics, de la bonne gouvernance et d'une économie durable. Les dépenses que les gouvernements y consacrent à travers le monde s'élèvent à environ 12 à 20 % de leur PIB. La passation des marchés reste toutefois l'activité gouvernementale la plus exposée au gaspillage et à la corruption, ne serait-ce que par l'importance des sommes impliquées.

Le défi posé par la passation des marchés

L'amélioration de l'efficacité et de la transparence des systèmes de passation des marchés est une préoccupation constante des gouvernements et de la communauté internationale du développement. Tous reconnaissent que pour optimiser l'utilisation des fonds publics, chaque pays doit disposer d'un système de passation des marchés adapté et fiable, qui respecte les normes internationales.

Le renforcement des systèmes de passation des marchés publics est primordial pour parvenir à des résultats concrets et durables, ainsi que pour bâtir des institutions efficaces. « Si la passation des marchés n'est pas effectuée de façon appropriée, il sera impossible de mettre en place des projets durables », explique ainsi Kitty Villani, directrice de la passation des marchés à la CEB.

Un outil révolutionnaire

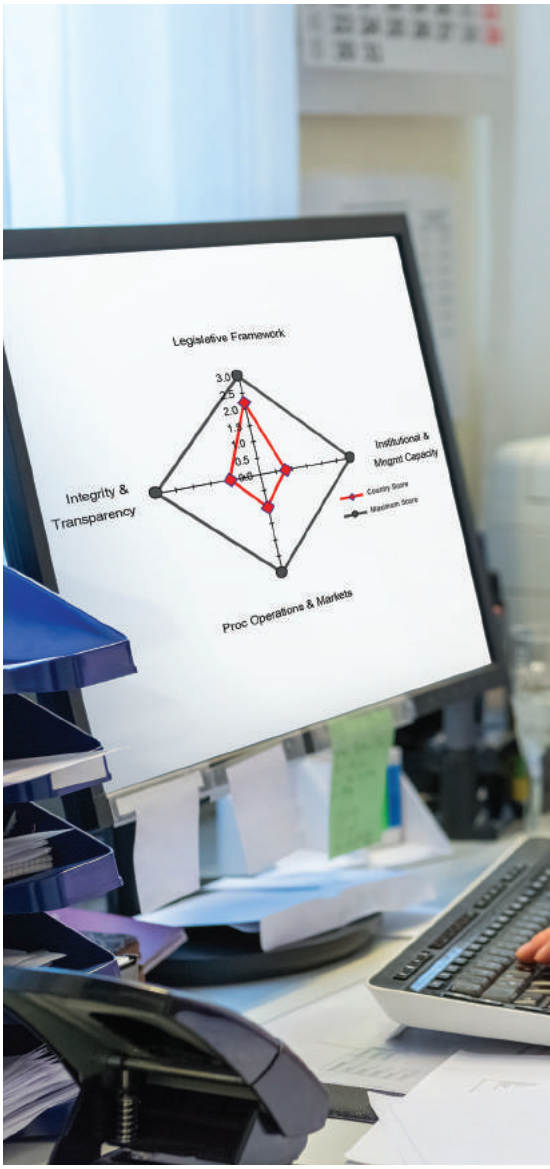
Il y a quelques années, des pays et des bailleurs de fonds (bilatéraux et multilatéraux) se sont associés afin d'élaborer un ensemble d'outils et de normes visant à orienter l'amélioration des systèmes de passation des marchés. Cette collaboration a abouti au lancement de la Méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés (MAPS) en 2004. Il s'agit d'un outil commun qui permet aux pays et aux agences de développement à travers le monde d'évaluer la qualité et l'efficacité des systèmes de passation des marchés.

« La MAPS permet aux pays d'identifier les domaines de la passation des marchés qui nécessitent des améliorations. Il s'agit d'un outil universel pouvant être appliqué dans n'importe quel pays du monde afin de déterminer les réformes nécessaires en matière de passation de marchés publics pour répondre aux exigences de transparence et d'efficacité », indique Kitty Villani.

Depuis sa création, plus de 60 pays et partenaires institutionnels ont utilisé la MAPS pour examiner des systèmes de passation de marchés publics. Cela leur a permis d'élaborer des stratégies et de mettre en œuvre des réformes en fonction des forces et des faiblesses identifiées. Ces réformes visent généralement à établir des cadres juridiques, réglementaires et institutionnels solides pour créer un environnement propice au bon fonctionnement du système de passation des marchés.

Une version améliorée

Au vu des nouveaux défis en matière de passation de marchés publics (tels que les systèmes en ligne et l'évolution des normes internationales), une révision de la version originale de l'outil MAPS a été amorcée lors de la Conférence mondiale sur la passation des marchés qui s'est tenue à Manille en 2015. La CEB est l'une des parties prenantes au



processus de révision, de même que d'autres banques multilatérales de développement, des organisations internationales, des agences de développement et différents pays. À ce jour, la Banque a accueilli six réunions du groupe de travail.

Après un processus rigoureux de consultation publique sur le document révisé, le projet de méthodologie MAPS est actuellement mis à l'essai dans deux pays pilotes, le Sénégal et la Norvège. Le fait de tester le nouvel outil dans des pays dont les niveaux de développement des infrastructures diffèrent, tout comme leurs normes et techniques de passation des marchés, vise à évaluer son efficacité et son universalité.

« La MAPS révisé s'est transformé en un outil universel - pour les systèmes de passation des marchés publics de tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu ou leur stade de développement, en intégrant les normes les plus avancées et les normes internationales sur le sujet", a déclaré Paulo Magina, responsable



La MAPs révisée est devenue un outil universel

du Unité des marchés publics de l'OCDE. "Dans le même temps, la MAPS révisé introduit un nouveau paradigme sur la collaboration entre les organisations internationales, les pays partenaires et les donateurs, car il est le fruit de discussions constructives dans le groupe des parties prenantes, coordonné par l'OCDE. »

L'implication de la CEB

Outre travail conjoint sur les points centraux du document révisé, la CEB est particulièrement impliquée dans l'évaluation au niveau des agences et dans la réforme durable de la passation des marchés, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Malgré sa taille modeste, la Banque peut se prévaloir de 60 années d'expérience dans l'octroi de prêts et l'analyse des pratiques nationales en matière de passation des marchés à travers l'Europe. « Nous avons l'habitude d'évaluer des agences spécifiques dans les pays dans lesquels nous intervenons. Le fait d'associer nos analyses à celles d'autres organisations nous aide à identifier d'éventuelles lacunes », explique Kitty Villani.

À l'issue de la phase d'essai, des modifications seront apportées à la nouvelle version de la MAPS, dont le lancement est prévu d'ici fin 2017. Kitty Villani tient à souligner l'utilité de cet outil, en particulier pour une institution de la taille de la CEB : « Cet outil est très important pour nous. Étant donné que nous sommes une petite structure, nous n'avons ni le temps ni les ressources nécessaires pour réaliser des analyses de cette envergure par nous-mêmes. La MAPS nous permet ainsi de nous appuyer sur le travail d'autres organisations dans ce domaine. »

Amélioration des systèmes et réduction des risques

Selon Kitty Villani, le principal avantage de la MAPS est sa capacité à fournir une évaluation objective et normalisée applicable dans tous les pays, quels que soient leur taille et leur niveau de développement. Ceci permet à chaque pays de formuler un plan de renforcement des capacités pour améliorer son système de passation des marchés.

De même, les bailleurs de fonds peuvent utiliser cette évaluation commune pour élaborer des stratégies visant à soutenir le plan de renforcement des capacités et à réduire les risques liés aux opérations individuelles qu'ils décident de financer. L'objectif à long terme est que les pays améliorent leurs systèmes de passation des marchés afin de respecter les normes internationalement reconnues, ce qui permet ainsi d'optimiser l'utilisation des fonds publics.



« La MAPS est un outil universel pouvant être appliqué dans n'importe quel pays du monde »

Kitty Villany, Directrice Passation des Marchés, CEB

PAGE 12 TRAITEMENT DES EAUX USÉES À CHYPRE

Révision de la MAPS pour rendre les systèmes de passation des marchés durables

La nouvelle version de la MAPS arrive à point nommé dans le sillage du lancement des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. De même que les ODD, la MAPS a sa raison d'être pour tous les pays, indépendamment de leur niveau de revenu ou de leur stade de développement.



La MAPS est liée à l'objectif 12, qui appelle à promouvoir des pratiques durables en matière de passation des marchés, conformes aux priorités et politiques nationales.



Elle est également liée à l'objectif 16, qui préconise des institutions efficaces et responsables.

La révision de la MAPS a été guidée par plusieurs principes : rapport qualité-prix, transparence, équité et bonne gouvernance.

Des éléments contextuels ont également été pris en compte afin de garantir que l'application de la MAPS contribue à favoriser l'efficacité. Parmi ces considérations figurent les objectifs politiques nationaux, y compris les cibles retenues en matière de développement durable, le soutien au secteur privé et la réforme de la fonction publique, ainsi que d'autres facteurs qui créent un environnement propice à un système de passation des marchés efficace (tels qu'un bon système de gestion des finances publiques, la redevabilité, la sécurité juridique et les capacités de la main-d'œuvre).

http://www.coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/

Priorité à l'environnement et à l'éducation

Chypre est un État membre important de la CEB depuis plus de 50 ans. C'est le premier pays à avoir contribué au Fonds pour les migrants et les réfugiés de la CEB en 2015 afin d'aider les États membres à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés.



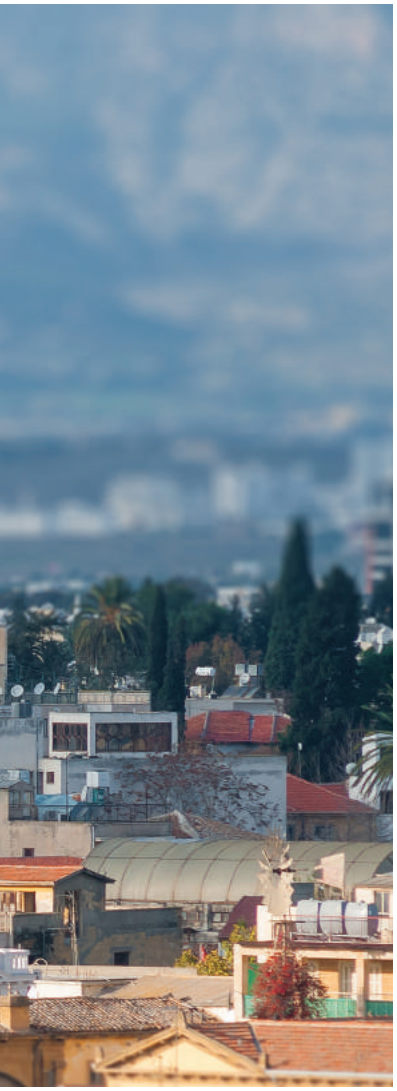
Économie de Chypre

Chypre est un pays qui fait preuve de résilience. Après avoir été durement touché par la crise financière au point de bénéficier de l'aide de la communauté internationale, le pays a renoué avec la croissance dès 2015, avec un an d'avance sur ce qui était prévu.

- Alors que l'économie de l'île reposait traditionnellement sur l'agriculture, le pays a su se diversifier au cours des dernières décennies avec le développement du secteur tertiaire, et surtout du tourisme.
- D'après les données de l'UE, en 2015, l'économie chypriote reposait essentiellement sur le commerce de gros et de détail, les transports, les services d'hébergement et de restauration (28,7 %), l'administration publique, la défense, l'éducation, la santé et les services sociaux (20,2 %), ainsi que sur l'immobilier (11,1 %). Le pays exporte principalement vers la Grèce, l'Irlande et le Royaume-Uni, la majorité de ses importations provenant de la Grèce, du Royaume-Uni et de l'Italie.
- Le transport maritime et le secteur bancaire extraterritorial (en particulier pour les investisseurs provenant de Russie et d'Europe de l'Est) sont également en pleine croissance.
- L'économie du nord de l'île (partie turque) repose sur l'agriculture, le tourisme et des aides de la Turquie.



Chypre assure la présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe jusqu'en mai de cette année et accueillera la réunion commune annuelle de la CEB en juin.



EN BREF

RÉPUBLIQUE DE CHYPRE

Capitale : Nicosie

Population totale de l'île : 1,1 million d'habitants

PIB : € 17,421 milliards

Superficie totale : 9 251 km². Chypre est le troisième plus petit pays de l'UE, après Malte et le Luxembourg.

Espérance de vie : 78 ans (hommes), 82 ans (femmes)

Monnaie : euro (livre turque au nord du pays)



Plus de 200 écoles à Chypre sont en cours de construction ou de rénovation à l'aide de fonds de la CEB



EN BREF

1962 : date à laquelle Chypre a rejoint la CEB

34 : nombre de demandes de prêt approuvées

5 : nombre de projets en cours avec la CEB

€ 2,3 milliards : montant total des prêts approuvés (€ 1,82 milliard décaissés)

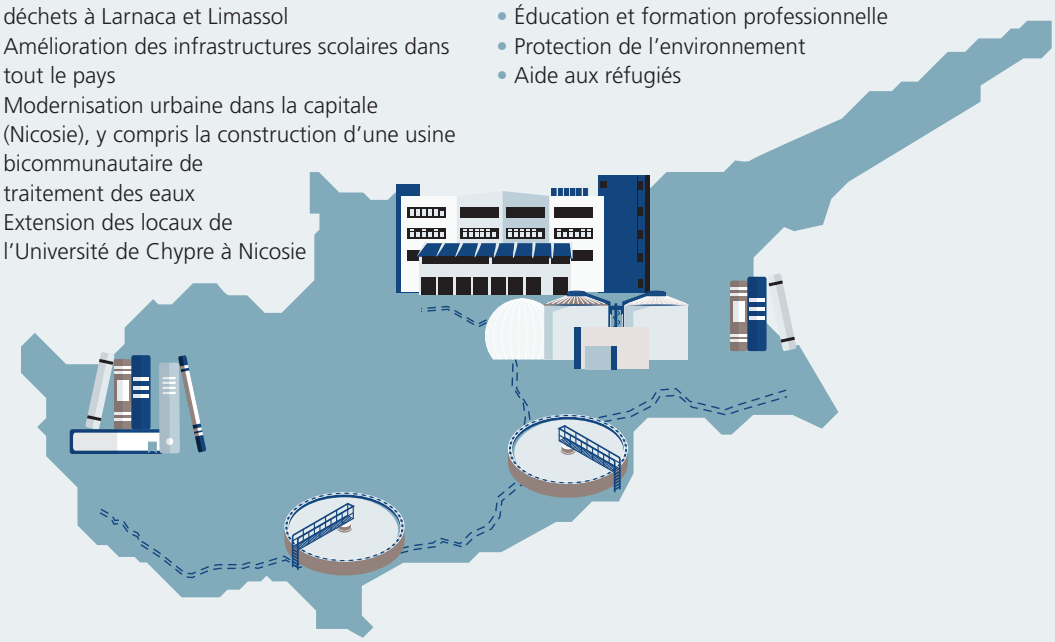
Projets approuvés 2007-2017

Quels sont les projets de la CEB en cours à Chypre ?

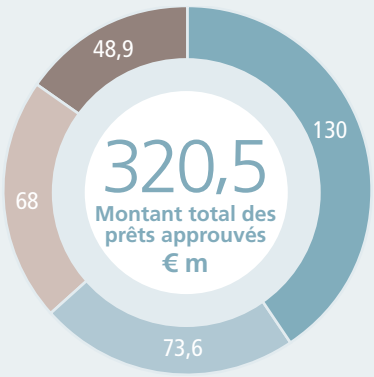
- Création d'infrastructures de traitement des déchets à Larnaca et Limassol
- Amélioration des infrastructures scolaires dans tout le pays
- Modernisation urbaine dans la capitale (Nicosie), y compris la construction d'une usine bicommunautaire de traitement des eaux
- Extension des locaux de l'Université de Chypre à Nicosie

Domaines concernés :

- Construction et rénovation d'infrastructures publiques
- Éducation et formation professionnelle
- Protection de l'environnement
- Aide aux réfugiés

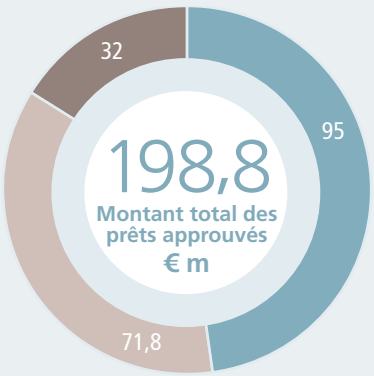


Protection de l'environnement



- Assainissement, Limassol
- Assainissement et évacuation des eaux usées, Larnaca
- Nouvelle usine bicommunautaire de traitement des eaux usées à Nicosie, réfection du revêtement routier, extension du réseau d'assainissement
- Assainissement, Paphos

Éducation et formation professionnelle



- Construction/rénovation d'écoles à Chypre
- Développement du campus d'Athalassa de l'Université de Chypre, au sud de Nicosie
- Nouvelle extension des locaux du campus d'Athalassa de l'Université de Chypre, à Nicosie

Des efforts en commun pour une eau plus saine



La CEB a accordé un prêt de € 68 millions pour financer, à Nicosie, une nouvelle usine de traitement des eaux usées à la pointe de la technologie, afin de répondre aux besoins en eau croissants des communautés grecque et turque de Chypre.

La pénurie d'eau a toujours été un grave problème pour Chypre. En raison d'un climat sec et de la grande insuffisance de ses eaux souterraines, les ressources en eau du pays reposent presque intégralement sur les précipitations.

Certes, il n'est pas rare pour Chypre de connaître deux ou trois années sèches consécutives. Cependant, les périodes de sécheresse sont devenues plus fréquentes sur l'île ces dernières années en raison du changement climatique. Ce phénomène, conjugué à une demande en eau croissante liée au développement du tourisme, aggrave le problème de la pénurie d'eau.

Des décennies d'initiatives pour l'eau

Depuis les années 1970, la CEB finance régulièrement des projets pour aider le pays à mieux gérer ses ressources en eau. Les fonds de la CEB ont ainsi servi à construire des barrages, et des réseaux d'irrigation et d'assainissement, ainsi qu'à approvisionner les communautés chypriotes en eau potable.

La politique de l'eau conduite par le gouvernement vise à optimiser l'exploitation des ressources en eau non conventionnelles, telles que l'eau recyclée. Depuis que Chypre a rejoint l'Union européenne, le pays a également mis en œuvre la Directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, ce qui l'a amené à réaliser des investissements importants dans les infrastructures de traitement des eaux usées.

Cinq projets cofinancés par la CEB sont en cours à Chypre, dont deux concernent la création d'infrastructures de traitement des eaux usées dans les villes de Larnaca et Limassol. Durant ces dix dernières années seulement, la CEB a investi € 320 millions dans les infrastructures hydrauliques de l'île.

Usines bicommunautaires de traitement des eaux usées

La pénurie d'eau transcende les frontières, et les deux communautés chypriotes en subissent les conséquences. Confrontées à ce problème commun, les communautés grecque et turque de Nicosie collaborent depuis des années pour gérer leurs ressources en eau. Lorsqu'une usine

de recyclage des eaux usées a été construite dans le village de Mia Milia, situé au nord-est de Nicosie (au nord de la « ligne verte »), le projet a été salué comme un modèle de coopération bicommunautaire.

Cependant, avec le développement de la ville, l'usine de traitement des eaux usées de Mia Milia/Haspolat a commencé à connaître une surcharge importante, et ne parvenait plus à répondre aux besoins ni à faire face aux contraintes environnementales. La technologie devenue obsolète et le phénomène de saturation ont entraîné d'importants problèmes environnementaux pour les régions avoisinantes. Par ailleurs, les habitants des villes voisines de Nicosie subissaient des odeurs désagréables.

Compte tenu des prévisions de croissance dans le bassin hydrologique considéré d'ici 2025, il est devenu urgent de bâtir et mettre en service une nouvelle usine de traitement des eaux usées à Mia Milia. La CEB a financé cette initiative à l'aide d'un prêt de € 68 millions accordé au Conseil de l'assainissement des eaux usées de Nicosie.

Le projet avait plusieurs objectifs essentiels :

- l'extension et la modernisation des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux usées de l'agglomération de Nicosie pour améliorer la qualité de vie de la population ;
- la protection du développement économique de l'une des principales zones touristiques et commerciales de Chypre ;
- la protection de l'environnement, un atout majeur de l'industrie du tourisme.

Une solution de pointe

La nouvelle usine de traitement des eaux usées contribue à la protection de l'environnement et des ressources naturelles des deux communautés chypriotes. Cette station d'épuration moderne de haute technologie permettra de répondre aux futurs besoins en eau des deux communautés.

Depuis 1970, les fonds de la CEB ont servi à construire des barrages, et des réseaux d'irrigation et d'assainissement, ainsi qu'à approvisionner les communautés chypriotes en eau potable.

L'usine est dotée d'une technologie de traitement des eaux usées dernier cri, qui utilise des bioréacteurs à membrane. La technologie membranaire a recours à des processus physiques, chimiques et biologiques pour éliminer les polluants des eaux usées et permettre leur réutilisation en agriculture. L'usine de Nicosie est aujourd'hui la deuxième plus grande station d'épuration d'Europe à recourir à cette technologie.

Cette usine a la capacité de produire dix millions de mètres cubes d'eaux traitées par an. Ces eaux sont ensuite utilisées pour irriguer les terres agricoles. Elle produit également des boues d'épuration pouvant servir de fertilisant naturel. Elle est équipée d'un digesteur anaérobie et d'une unité de cogénération pour convertir le biogaz en électricité renouvelable. L'usine permet également de surveiller les niveaux de pollution dans le fleuve Pedieos.

L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE MIA MILIA



La nouvelle usine dessert
270,000
personnes issues des communautés grecque et turque.

L'usine traite chaque jour
30,000 m³
d'eaux usées.

L'usine recycle chaque année
10 million m³
d'eau qui peuvent servir à l'irrigation.

L'eau recyclée provenant de cette usine permettrait d'irriguer
500
hectares de terres chaque année.



Un projet au long cours

Le projet en cours s'inscrit dans le prolongement du soutien de la Banque pour équiper les zones prioritaires en installations vitales d'assainissement et d'évacuation des eaux usées. La première phase du projet a permis de construire une nouvelle station d'épuration des eaux usées à Vathia Gonia, de tripler la capacité de traitement des eaux de l'usine d'Anthoupolis, de construire huit stations de pompage, et d'installer plus de 800 égouts latéraux et conduites de refoulement.

Savvas Hadjineokleous, Directeur général de l'Office de l'assainissement des eaux usées de Nicosie, a déclaré que malgré les obstacles rencontrés au cours du projet "depuis la proposition initiale jusqu'au premier Accord principal en 2006, et durant les phases de conception, d'appel d'offres et de construction (…) les deux communautés ont continué de travailler conjointement, en collaboration avec l'entrepreneur-opérateur, afin d'assurer le bon fonctionnement de la station d'épuration."

Comme l'a indiqué Mme Tiziana Zennaro, Directrice de programme au PNUD, partenaire de mise en œuvre du projet, "grâce à la mutualisation des ressources et de l'expertise technique, l'usine de traitement des eaux usées de Mia Milia est aujourd'hui l'une des stations d'épuration les plus grandes et les plus modernes d'Europe. Mais surtout, elle illustre parfaitement la manière dont les efforts conjoints des deux communautés ont contribué à assurer un avenir durable dans l'agglomération de Nicosie."

La revitalisation d'une capitale

INFO a rencontré Athina Papadopoulou, qui dirige bon nombre des projets de développement et de revitalisation cofinancés à Nicosie, pour en savoir plus sur la façon dont les projets financés par la CEB contribuent à améliorer les conditions de vie des deux communautés de la ville.

info : Nicosie est souvent décrite comme la dernière capitale divisée d'Europe. Quels sont les défis auxquels la ville est confrontée aujourd'hui ?
AP : La partition de Nicosie a transformé la capitale de l'île, qui jouait autrefois un rôle fédérateur, en une « ville frontière ». La zone tampon traverse le centre historique de la ville d'est en ouest. En conséquence, Nicosie connaît depuis plusieurs décennies des problèmes fonctionnels allant de la gestion de la circulation au sous-développement. Les carences de l'infrastructure publique ainsi que l'abandon et le délabrement de l'ensemble des bâtiments historiques ont exercé un effet dissuasif sur l'usage résidentiel et commercial.

Depuis les années 1980 et le lancement du projet de Plan directeur bicommunautaire de Nicosie, de nombreux projets de rénovation des infrastructures publiques ont été mis en œuvre dans le centre historique, des deux côtés de la zone tampon, reconnaissant ainsi le rôle essentiel des deux communautés dans la régénération de la ville et dans la perspective d'une capitale unie à l'avenir.

info : De quelle manière le projet de revitalisation urbaine, et les fonds de la CEB, apportent-ils un souffle nouveau au centre-ville entourant la zone tampon ?
AP : Depuis que Chypre est devenue membre de l'Union européenne, la municipalité de Nicosie a bénéficié de l'aide du Fonds européen de développement régional (FEDER), qui a contribué au soutien des projets de revitalisation urbaine. Depuis 2010, la municipalité a également reçu un appui substantiel par le biais d'un prêt de la CEB et de la Banque européenne d'investissement (BEI), lui permettant ainsi d'investir dans des projets d'infrastructure afin d'améliorer la qualité de vie des personnes qui résident et travaillent dans le centre-ville. La modernisation de l'environnement urbain englobe notamment le réaménagement de rues et d'espaces ouverts, la restauration de façades et l'amélioration du paysage urbain, en particulier concernant l'éclairage des rues et le mobilier.

info : Comment ces investissements améliorent-ils le quotidien des habitants de Nicosie ?
AP : Les vieux quartiers de Nicosie ont retrouvé leur qualité de vie et attirent à nouveau les résidents et les petits commerçants. La revalorisation de la ville, particulièrement visible depuis sept ans, a redonné vie au centre historique de Nicosie, qui longe la zone tampon, créant un potentiel d'investissement pour les usages commerciaux et résidentiels, la culture et l'éducation ainsi que la recherche et le développement.

Dans le cadre de la période de programmation 2014-20 des Fonds structurels, la municipalité de Nicosie mène actuellement plusieurs projets au titre de sa « Stratégie de développement urbain intégré et durable ». Ils sont destinés notamment à la mise en place d'une mobilité durable, aux questions liées à l'environnement et à l'énergie ainsi qu'à la gestion des déchets. Le maire actuel, M. Constantinos Yiorkadjis, et le conseil municipal accordent la priorité absolue à la mise en œuvre de cette stratégie afin de faire de Nicosie une capitale durable, intelligente et inclusive pour Chypre.

ATHINA PAPADOPOULOU

Architecte qualifiée, responsable du bureau chargé du Plan directeur de Nicosie, situé dans la municipalité de Nicosie

Au sein de l'équipe gréco-chypriote, elle travaille en étroite collaboration avec des collègues turco-chypriotes dans le cadre de la conception et de l'exécution de projets conjoints de régénération

Elle gère la plupart des projets de développement et de revitalisation cofinancés, y compris ceux financés par la CEB.



« Les vieux quartiers de Nicosie ont retrouvé leur qualité de vie et attirent à nouveau les résidents et les petits commerçants. »

Une vision de l'avenir

Un prêt complémentaire de la CEB de € 32 millions, destiné à améliorer les installations de l'Université de Chypre (UCy), devait avoir des retombées positives durables pour les habitants de l'île.

À sa création, en 1989, l'Université de Chypre (UCy) était la première université publique du pays. Elle a accueilli ses 486 premiers étudiants en 1992. En l'espace de trois décennies, cette université est devenue le plus important (et le plus grand) établissement d'enseignement de Chypre. Elle compte aujourd'hui plus de 7 000 étudiants, et la concurrence est rude pour y obtenir une place dans la mesure où elle ne peut accueillir que près d'un tiers du nombre total de candidats chaque année.

L'UCy fait l'objet d'un développement échelonné depuis la fin des années 1990. En 2001 la CEB lui a accordé un prêt de € 72 millions pour soutenir la première phase d'améliorations.

En juin 2016, un second prêt a été approuvé par le Conseil d'administration de la CEB pour permettre à l'UCy de financer sa nouvelle phase de développement. L'objectif visé est de mettre à la disposition de 10 000 étudiants d'ici 2020 des installations d'enseignement, de recherche et d'hébergement d'envergure internationale.

« Ce projet va permettre d'accueillir plus d'étudiants, ce qui donnera ainsi l'opportunité à plus de Chypriotes de poursuivre leurs études dans leur pays. »

Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB.

L'université aujourd'hui

L'UCy est actuellement implantée dans le nouveau campus d'Athalassa. Situé dans la banlieue est de Nicosie, ce dernier s'étend sur une superficie de 1,2 km2. L'UCy dispose d'autres installations sur le site de l'ancienne Académie pédagogique de Chypre, et possède ou loue plusieurs bâtiments autour de cette zone, y compris à Latsia, à environ 8 km au sud-ouest du campus principal.

Le nouveau prêt approuvé par la CEB contribuera au projet d'extension des bâtiments de l'UCy sur le campus d'Athalassa, de rénovation du campus d'Academia et de modernisation du Centre de soins de santé universitaire Shakoleion pour lui permettre d'accueillir la faculté de médecine. L'objectif est de transférer la majorité des facultés, des départements et des activités d'enseignement vers le campus principal d'Athalassa.

Exploitation du potentiel

À travers son plan de développement, l'Université vise à devenir la principale institution de recherche et d'enseignement de la Méditerranée orientale. Par la création de nouveaux emplois et l'attraction d'étudiants et d'enseignants de qualité, l'UCy pourra jouer un rôle significatif au sein de la communauté universitaire et scientifique de la région, ainsi qu'au niveau européen. Par ailleurs, en proposant un enseignement supérieur de qualité dans de nombreux domaines, l'Université cherche à garder les étudiants et jeunes diplômés chypriotes sur l'île.

À la signature du contrat de prêt, en juin 2016, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a déclaré : « Ce projet est important pour le pays. Il ne va pas seulement améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments de l'Université de Chypre et créer des emplois, mais aussi permettre d'accueillir plus d'étudiants, ce qui donnera ainsi l'opportunité à plus de Chypriotes de poursuivre leurs études universitaires dans leur pays. La CEB est très heureuse de contribuer au financement de ce projet. »

Harris Georgiades, le ministre des Finances qui a signé le contrat de prêt pour le compte de Chypre, a souligné l'excellente coopération entre Chypre et la CEB, et ajouté : « Grâce à une recherche scientifique accrue et des personnes mieux formées, les retombées économiques du projet se traduiront dans le futur par plus d'innovation, de gains de productivité et une réduction du chômage. »





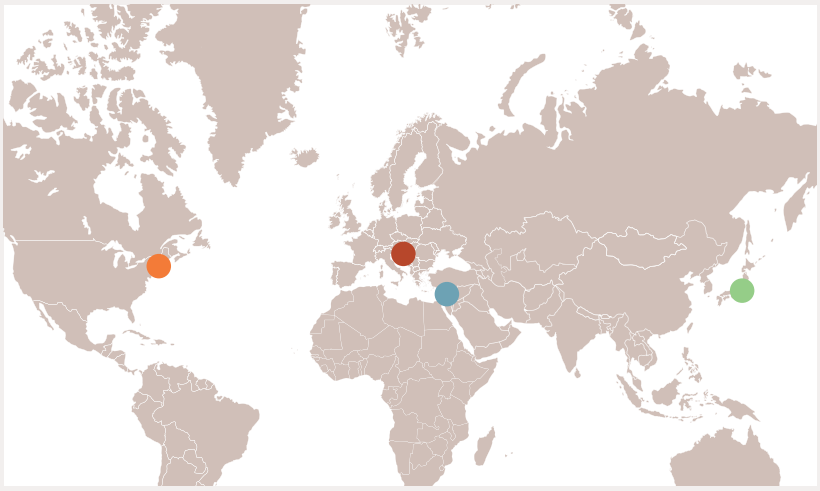


L'Université de Chypre est le principal établissement d'enseignement de Chypre

PAGE 11 CHYPRE ET LA CEB

Agenda Avril-juin 2017

Plusieurs réunions et événements dans le domaine du développement se tiendront tout au long du printemps et au début de l'été. En voici un aperçu, aux côtés des dernières publications de la CEB.



21-23 avril (Washington DC) :

Réunions de printemps du Groupe Banque mondiale et du FMI

Une série manifestations axées sur l'économie mondiale, le développement international et les marchés financiers globaux.

En savoir plus : www.imf.org/external/Spring/2017

4-7 mai (Yokohama) :

50ème assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement

Plus de 3000 participants attendus, dont des ministres des finances et du développement, pour échanger sur les évolutions en Asie et dans le Pacifique.

En savoir plus : www.adb.org/annual-meeting/2017

9-11 mai (Nicosie) :

Assemblée annuelle et Forum des affaires "Vers une croissance verte et inclusive" de la BERD

Les hommes d'affaires, les investisseurs et les décideurs se rencontrent pendant trois jours de discussions et de débats à Chypre.

En savoir plus : www.ebrd.com/news/events/ebrd-2017-annual-meeting-and-business-forum.html

16 juin (Nicosie) :

Réunion commune de la CEB

Le Conseil de direction, le Conseil d'administration et la direction de la CEB se réuniront pour la 52e Réunion Commune pour discuter des défis sociaux en en Europe et le rôle de la CEB.

27 juin (Belgrade) :

Assemblée des donateurs du Programme régional de logement (RHP)

Les donateurs et les pays partenaires se rencontrent pour une mise à jour sur les derniers développements dans la mise en œuvre de RHP.

PROCHAIN NUMÉRO D'**info** EN JUIN

Nos toutes dernières publications



INVESTING IN PUBLIC INFRASTRUCTURE IN EUROPE

Cette publication analyse les tendances actuelles ainsi que les défis récents en matière d'offre et de financement des infrastructures locales dans les États membres de la CEB, et leurs implications sur les futures activités de prêt de la Banque dans ce secteur.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016

Ce rapport, dénommé Rapport du Gouverneur, présente l'activité d'ensemble de la CEB au cours de l'année écoulée, dont en particulier les projets que la Banque a financés.



RAPPORT FINANCIER 2016

Ce rapport présente les états financiers de la CEB selon les normes IFRS, ainsi que leurs notes explicatives.



RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE 2016

La RSE fait partie intégrante des activités et du fonctionnement de la CEB. Ce rapport décrit la contribution globale de la Banque à un développement socialement et écologiquement durable.

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB **http://www.coebank.org/en/news-and-publications/ceb-publications/**